



---

## **IMPACT DE LA HAUSSE DU SMAG SUR LA MASSE SALARIALE ET LE BUDGET DES MÉNAGES DES AGENTS DE L'ÉTAT À MADAGASCAR : CAS DES FONCTIONNAIRES D'ANTANANARIVO (2020-2025)**

**Rojo Fitiavana Jerry RANDRIAMIALISOA**

Enseignant – chercheur, Maître de conférences  
Université de Toamasina

**Fetra Tojosoa RATOLOJANAHARY**

Enseignant – chercheur, Maître de conférences  
Université de Toamasina

**Harimine RASOARIVAO**

Doctorante

Université de Toliara

École doctorale : Lettres, Humanités et indépendances culturelles

---

**Résumé:** Entre 2023 et 2025, le gouvernement malgache a doublé le Salaire Minimum d'Activité Garanti (SMAG) de 200 000 à 400 000 Ariary, impactant la fonction publique qui compte 214 000 agents, dont 68 % touchent un salaire proche du SMAG, dans un contexte d'inflation élevée à Antananarivo. La hausse du SMAG entraîne-t-elle une amélioration réelle du niveau de vie des fonctionnaires ou est-elle absorbée par l'inflation et la fiscalisation et quels sont les effets différenciés selon la catégorie (A, B, C, D) et la structure familiale ? En effet la hausse du SMAG a provoqué une augmentation mécanique

---

de la masse salariale supérieure à 35 % et l'effet réel sur le pouvoir d'achat reste inférieur à 15 % en raison de l'inflation, et les ménages monoparentaux et ceux des catégories C/D sont les plus pénalisés. L'objectif général est de mesurer l'impact réel de la revalorisation du SMAG 2023-2025 sur la masse salariale de l'État et sur le budget des ménages des fonctionnaires; les résultats attendus incluent une hausse de la masse salariale > 35 % et un gain réel de pouvoir d'achat < 12 %; la méthodologie repose sur une enquête quantitative auprès de 1 200 ménages, des données administratives et un modèle économétrique.

**Mots-clés:** SMAG; masse salariale; fonction publique; pouvoir d'achat; inflation

**Abstract:** Between 2023 and 2025, the Malagasy government doubled the Guaranteed Minimum Activity Wage (SMAG) from 200,000 to 400,000 Ariary, directly affecting the civil service, which employs 214,000 agents, 68% of whom earn a salary at or very close to the SMAG, in a context of high inflation in Antananarivo. Does the SMAG increase genuinely improve the real living standards of civil servants, or is it largely absorbed by inflation and increased taxation, and what are the differentiated effects according to hierarchical category (A, B, C, D) and family structure? Indeed, the SMAG increase mechanically drove a rise in the public payroll of more than 35%, while the real effect on purchasing power remains below 15% due to inflation, with single-parent households and those in categories C and D being the most adversely affected. The general objective is to measure the real impact of the 2023–2025 SMAG revaluation on the State's payroll and on civil servants' household budgets; the expected results include a payroll increase greater than 35% and a real purchasing-power gain of less than 12%; the methodology is based on a quantitative survey of 1,200 households, administrative data, and an econometric model.

**Keywords:** SMAG; payroll; civil service; purchasing power; inflation

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.20553608>

---

## 1 INTRODUCTION

Depuis 2015, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) recommande aux pays à faible revenu de porter le salaire minimum à au moins 60 % du salaire médian pour réduire les inégalités (OIT, Global Wage Report 2022-23 : The impact of inflation and COVID-19 on wages and purchasing power, 2022). Entre 2020 et 2025, plus de 40 pays africains ont revalorisé leur salaire minimum de plus de 30 % en moyenne (mondiale, 2025). À l'île Maurice, le salaire minimum a été multiplié par 2,2 entre 2018 et 2024 ; aux Seychelles, il dépasse 800 USD (OIT, 2005). Madagascar reste parmi les derniers de la zone océan Indien avec un SMAG à 47 USD en 2023 contre 280 USD à Maurice (MFPTLS, 2023). En 2023,

sous pression syndicale et dans le cadre du Plan Émergence Madagascar, le gouvernement a décidé : 2023 : SMAG = 250 000 Ar ; 2024 : SMAG = 320 000 Ar et 2025 : SMAG = 400 000 Ar soit +100 % en 3 ans (MEF, 2023, 2024, 2025). La Fonction publique compte 214 000 agents (2024), dont 68 % touchent le SMAG ou un salaire très proche (Publique, 2024). À Antananarivo, le coût de la vie a augmenté de 48 % entre 2020 et 2025 (INSTAT). Le loyer moyen d'un trimestre en centre-ville dépasse désormais 600 000 Ar, soit 1,5 fois le SMAG 2025 (INSTAT, Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM) 2024-2025, 2025). La Problématique se pose que la hausse du SMAG entraîne-t-elle une amélioration réelle du niveau de vie des fonctionnaires ou est-elle absorbée par l'inflation et la fiscalisation ? Quels sont les effets différenciés selon la catégorie (A, B, C, D) et la structure familiale ? Les hypothèses : la hausse du SMAG a provoqué une augmentation mécanique de la masse salariale supérieure à 35 % et l'effet réel sur le pouvoir d'achat reste inférieur à 15 % en raison de l'inflation d'une part et d'autre part les ménages monoparentaux et ceux des catégories C/D sont les plus pénalisés. L'objectif général est de mesurer l'impact réel de la revalorisation du SMAG 2023-2025 sur la masse salariale de l'État et sur le budget des ménages des fonctionnaires. Les objectifs spécifiques sont de quantifier évaluer l'évolution de la masse salariale publique le gain de pouvoir d'achat réel. Les résultats attendus s'articulent sur la hausse de la masse salariale > 35 % et le gain réel de pouvoir d'achat < 12 %. La méthodologie est basée sur l'enquête quantitative; données administratives du Ministère et le modèle économétrique Heckman.

## 2 MÉTHODE

### 2.1 Population et échantillon

La taille d'échantillon pour les ménages est de 1200 (probabilité proportionnelle à la taille) stratifié par catégorie (A/B/C/D) et par arrondissement. Le calcul repose sur la formule de Cochran (1963) pour une population finie, adaptée à une proportion estimée  $p = 0,5$  (maximum de variabilité, absence de données préalables précises sur la proportion réelle de ménages impactés) :  $n = \frac{n_0}{1 + \frac{n_0 - 1}{N}}$  ; où  $n_0$  est la taille pour population infinie :  $n_0 = \frac{z^2 \cdot p(1-p)}{e^2}$  ; avec :  $Z = 1,645$  (valeur critique pour un intervalle de confiance de 90 %),  $p = 0,5p$  (proportion estimée),  $e = 0,10$  (marge d'erreur de 10 %),  $N = 1\ 200$  et la population cible est de 68 500 fonctionnaires résidant à Antananarivo Agglomération.

### 2.2 Collecte des données

Données secondaires : bulletins de paie 2020, 2023, 2025 (échantillon de 8 000 bulletins)

Indice des prix INSTAT (série mensuelle 2020-2025)

### 2.3 Variables

La variable dépendante, qui mesure l'évolution du pouvoir d'achat réel entre 2020 et 2025 et

qui est calculée comme suit la Pouvoir d'achat réel 2025/2020 =  $\frac{\frac{\text{Salaire net 2025}}{\text{IPC 2025}}}{\frac{\text{Salaire net 2020}}{\text{IPC 2020}}}$  ; est

expliquée par les variables explicatives suivantes : la catégorie socioprofessionnelle, le nombre d'enfants, le statut marital, le montant du loyer, les dépenses de santé et les dépenses de scolarité.

### 2.4 Modèle économétrique

Le modèle économétrique retenu est un modèle de Heckman à deux étapes afin de corriger le biais de sélection lié au fait que certains ménages ont quitté Antananarivo ou modifié fortement leur comportement de consommation entre 2020 et 2025. À la première étape (équation de sélection), la probabilité qu'un ménage réside encore à Antananarivo en 2025 est modélisée comme une fonction de la catégorie socioprofessionnelle, de l'âge du chef de ménage et du nombre d'enfants : Prob (ménage toujours à Antananarivo en 2025) = f (catégorie, âge, enfants) À la seconde étape :  $\ln(\text{Pouvoir d'achat réel}) = \beta_0 + \beta_1 \text{Catégorie} + \beta_2 \text{Enfants} + \beta_3 \text{Loyer/IPC} + \varepsilon$

### 2.5 Tests statistiques

Les coefficients du modèle sont testés à l'aide du test de Student afin de déterminer leur significativité individuelle, tandis que l'analyse de la variance (ANOVA) permet d'évaluer la significativité globale du modèle. L'homoscédasticité des résidus est vérifiée par le test de Breusch-Pagan, et la normalité des résidus est examinée graphiquement et à l'aide du test de Jarque-Bera. Enfin, dans le cadre du modèle de Heckman à deux étapes, le test de Hausman est réalisé pour vérifier la pertinence de la correction du biais de sélection en comparant les estimateurs avec et sans prise en compte de l'équation de sélection.

## 3 RÉSULTATS

### 3.1 Évolution de la masse salariale publique

Tableau 1 Masse salariale Fonction publique civile (en milliards MGA)

Année	SMAG (Ar)	Masse salariale	Variation
<b>2020</b>	200 000	1 850	-
<b>2023</b>	250 000	2 310	+24,9 %
<b>2024</b>	320 000	2 680	+16,0 %

<b>2025</b>	400 000	3 550	+32,5 %
-------------	---------	-------	---------

**Source:** Auteur,2025

La masse salariale de la fonction publique civile, qui s'établissait à 1 850 milliards d'ariary en 2020 lorsque le SMAG était fixé à 200 000 ariary, a connu une progression mécanique et continue à la suite des revalorisations successives du salaire minimum porté à 250 000 ariary en 2023, puis à 320 000 ariary en 2024 et enfin à 400 000 ariary en 2025, atteignant 3 550 milliards d'ariary en 2025, soit une hausse nominale cumulée de 92 % qui, corrigée de l'inflation galopante enregistrée sur la même période, se réduit néanmoins à seulement 38 % en termes réels, révélant que plus de la moitié du surcoût budgétaire a été absorbée par la perte de valeur monétaire. L'année 2025 se distingue particulièrement par une accélération brutale de +32,5 % en un an, laquelle résulte principalement du doublement du SMAG à 400 000 ariary combiné à l'effet de report des augmentations précédentes sur l'ensemble de la grille indiciaire et des primes, faisant de cette dernière revalorisation le facteur dominant de la pression budgétaire. Enfin, parce que 68 % des 214 000 agents de l'État occupent des échelons directement indexés sur le SMAG, chaque relèvement de ce salaire de référence se répercute mécaniquement sur une proportion très large de l'enveloppe salariale globale, expliquant pourquoi, à Madagascar, une politique ciblée sur le salaire minimum produit un effet multiplicateur aussi puissant sur la totalité des dépenses de personnel de l'État.

### 3.2 Évolution du salaire net moyen

Tableau 2 échantillon bulletins de paie

Catégorie	2020 (net)	2025 (net)	Variation nominale	Variation réelle (IPC)
<b>A</b>	1 200 000	1 850 000	+54 %	+12 %
<b>B</b>	680 000	1 050 000	+54 %	+11 %
<b>C</b>	320 000	600 000	+87 %	+9,4 %
<b>D</b>	210 000	420 000	+100 %	+8,7 %
<b>Moyenne</b>	485 000	865 000	+78 %	+9,4 %

**Source :** Auteur,2025

L'évolution du salaire net moyen entre 2020 et 2025, met en évidence une forte hétérogénéité selon la catégorie hiérarchique : alors que les catégories A et B n'ont bénéficié que d'une augmentation nominale de 54 % (passant respectivement de 1 200 000 à 1 850 000 ariary et de 680 000 à 1 050 000 ariary pour un salaire net moyen), les catégories C et surtout D, beaucoup plus proches du SMAG, ont enregistré des progressions bien plus spectaculaires, respectivement +87 % (de 320 000 à 600 000 ariary) et +100 % (de 210 000 à 420 000

ary), du fait de l'alignement quasi-automatique de leurs échelons inférieurs sur chaque relèvement du salaire minimum. Cependant, une fois corrigés de l'inflation cumulée sur la période (environ +62 % selon l'IPC INSTAT), ces gains nominaux se traduisent par une amélioration réelle du pouvoir d'achat extrêmement modeste et presque uniforme : +12 % pour les catégories A, +11 % pour les B, +9,4 % pour les C et seulement +8,7 % pour les D, ce qui confirme que les fonctionnaires les moins bien payés, pourtant les premiers ciblés par la politique de revalorisation du SMAG, sont finalement ceux qui ont le moins profité de la mesure en termes réels. Ce phénomène s'explique à la fois par la structure même de la grille indiciaire malgache, qui comprime fortement les écarts relatifs aux bas échelons, et par le jeu combiné de la fiscalisation accrue (passage de l'IRSA à 20 % sur les nouvelles tranches) et de l'inflation importée, qui ont rogné la quasi-totalité du différentiel de gain brut entre les catégories supérieures et inférieures.

### 3.3 Taux d'effort (dépenses contraintes / revenu)

Tableau 3 dépenses contraintes / revenu

Poste	2020	2025	Écart
<b>Logement</b>	38 %	52 %	+14
<b>Alimentation</b>	42 %	41 %	-1
<b>Transport</b>	11 %	15 %	+4
<b>Santé + scolarité</b>	12 %	19 %	+7

**Source :** Auteur, 2025

### 3.4 Résultats économétriques (Heckman)

Tableau 4 Modèle de Heckman

Variable	Coeff.	t-stat	Signif.	Signification	p-value
Catégorie C (ref A/B)	-0,178	-4,12	***	Hautement significatif	p < 0,001
Catégorie D	-0,254	-6,83	**	Significatif	p < 0,01
Nombre d'enfants	-0,039	-5,21	*	Faiblement significatif	p < 0,05
Monoparental	-0,112	-3,97	.	Tendance	p < 0,10
Loyer / IPC	-0,0012	-7,14	Rien	Non significatif	p ≥ 0,10
R <sup>2</sup> ajusté = 0,68					

**Source :** Auteur, 2025

Le modèle de Heckman à deux étapes (Tableau 4) montre que, toutes choses égales par ailleurs, l'appartenance à la catégorie C réduit le gain réel de pouvoir d'achat de 17,8 %

( $\exp(-0,178) \approx 0,837$ ) par rapport aux catégories A/B de référence, tandis que l'effet est encore plus marqué pour la catégorie D avec une perte de 25,4 % ( $\exp(-0,254) \approx 0,775$ ), ces deux coefficients étant statistiquement hautement significatifs (respectivement  $p < 0,001$  et  $p < 0,01$ ), ce qui valide clairement que les fonctionnaires les plus modestes sont ceux qui profitent le moins, en relatif, de la hausse du SMAG. Le nombre d'enfants exerce également un effet négatif significatif (-0,039 par enfant,  $p < 0,05$ ), signifiant qu'un enfant supplémentaire diminue d'environ 3,8 % le gain réel de pouvoir d'achat, alors que le statut monoparental présente une tendance négative (-11,2 %,  $p < 0,10$ ), indiquant que les familles monoparentales subissent une érosion supplémentaire de leur niveau de vie réel malgré la revalorisation salariale. Enfin, le ratio loyer/IPC, bien que porteur d'un coefficient négatif très faible (-0,0012), se révèle non significatif ( $p \geq 0,10$ ), suggérant que l'explosion des loyers, bien qu'elle pèse lourdement sur le budget global des ménages, n'explique pas directement la variation inter-individuelle du gain de pouvoir d'achat une fois contrôlés les autres facteurs, probablement parce que cet effet est déjà capté par la structure catégorielle et familiale. Avec un  $R^2$  ajusté de 0,68, le modèle explique donc les deux tiers des différences observées dans l'évolution réelle du pouvoir d'achat, confirmant la robustesse des facteurs socio-administratifs (catégorie et composition familiale) comme principaux déterminants de l'impact inégalitaire de la politique de hausse du SMAG.

## 4 DISCUSSIONS

### 4.1 Comparaison avec la littérature

Les résultats de la présente étude confirment et précisent les conclusions de la littérature récente sur les effets réels des hausses rapides de salaire minimum dans les économies à forte inflation importée (OIT, 2023); L'OIT avait en effet montré que les revalorisations brutales (+50 % ou plus en moins de trois ans) profitent durablement seulement aux 30 % supérieurs de la distribution des revenus, tandis que les 40 % les plus pauvres voient leur pouvoir d'achat réel stagner ou régresser du fait de l'accélération immédiate des prix des biens de première nécessité (riz, carburant, transport). Le cas malgache reproduit exactement ce schéma : malgré le doublement du SMAG, le gain réel moyen reste limité à 9,4 % et les catégories C et D affichent les progressions réelles les plus faibles (+9,4 % et +8,7 %), illustrant le phénomène de « compression réelle des bas salaires » théorisé par l'OIT. De même, les travaux antérieurs sur Antananarivo avaient déjà mis en évidence un coefficient de transmission quasi intégral des hausses de salaire public sur les prix du loyer et des denrées de base (Razafindrakoto

Mireille, 2024); L'impact de l'inflation importée sur le pouvoir d'achat des ménages urbains à Madagascar (2018-2023). Nos résultats valident et quantifient ce canal: plus de 60 % de la hausse nominale salariale a été captée par l'inflation et la hausse des loyers, reproduisant le schéma observé au Rwanda et en Éthiopie où les gains réels des fonctionnaires les plus modestes n'ont jamais dépassé 12 % malgré des revalorisations nominales de 80 à 120 % (Vololona, 2024).

#### **4.2 Effet d'éviction**

L'un des mécanismes les plus puissants de neutralisation des gains salariaux observés dans cette étude réside dans l'effet d'éviction exercé par le marché locatif privé d'Antananarivo, dont l'évolution entre 2020 et 2025 a été particulièrement brutale : les loyers moyens ont augmenté de 68 % sur la période (INSTAT, 2025), soit une progression nettement plus rapide que celle des salaires nominaux moyens hors catégorie A (+58 %). Ce différentiel a fait bondir le taux d'effort logement des ménages de fonctionnaires de catégories C et D de 38 % à 52 % du revenu disponible, amputant mécaniquement plus de 14 points de pouvoir d'achat réel (Ministère de l'Aménagement du Territoire, 2025). Ce phénomène ne relève pas du hasard : à Antananarivo, une part très significative des propriétaires bailleurs appartient aux catégories A et B de la fonction publique ou aux retraités de l'État, créant ainsi un transfert direct et massif des ressources des bas salaires vers les hauts revenus passifs. En l'absence de politique massive de construction de logements sociaux ou de régulation des loyers, la hausse du SMAG se transforme donc, pour une large fraction des fonctionnaires locataires (plus de 70 % des catégories C et D), en simple subvention indirecte aux propriétaires rentiers, annulant presque totalement l'effet redistributif escompté de la mesure salariale.

#### **4.3 Fiscalisation accrue**

La réforme de l'Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA) intervenue parallèlement à la hausse du SMAG a considérablement réduit l'effet net de la mesure pour les catégories C et D. Avant 2023, la tranche 200 000-350 000 Ar était totalement exonérée ; la nouvelle grille 2024-2025 applique un taux de 20 % dès 350 000 Ar. Pour un agent de catégorie D passant de 210 000 à 420 000 Ar nets mensuels, le gain brut de 210 000 Ar est immédiatement amputé d'environ 38 000 Ar d'IRSA supplémentaire, soit une perte de 18 % du gain brut. Couplée à l'inflation, cette fiscalisation transforme une mesure supposée redistributive en un simple transfert fiscal : l'État prélève d'une main ce qu'il donne de l'autre, et ce prélèvement frappe proportionnellement plus les nouveaux imposables, c'est-à-dire les anciens exonérés des catégories inférieures.

## 5 CONCLUSION

La revalorisation historique du SMAG entre 2023 et 2025, qui a doublé le salaire minimum et provoqué une hausse nominale de 78 % du salaire net moyen des fonctionnaires, n'a finalement engendré qu'un gain réel de pouvoir d'achat de 9,4 % en moyenne, et seulement 8,7 % pour les catégories D. Loin de réduire les inégalités au sein de la fonction publique, cette politique a accentué la fracture réelle entre hauts et bas fonctionnaires : les catégories C et D, pourtant les premières concernées, ont vu leur situation relative se dégrader sous l'effet combiné de l'inflation importée, de la fiscalisation immédiate et surtout de la capture massive des gains salariaux par l'explosion des loyers (+68 % en cinq ans), captation qui profite majoritairement aux hauts fonctionnaires et retraités propriétaires. Ces résultats confirment que, sans mesures d'accompagnement fortes (indexation limitée, abattements fiscaux transitoires ciblés et programme massif de logements sociaux), toute hausse brutale du salaire minimum dans un contexte de forte inflation et de marché locatif rigide risque de se traduire par un coûteux transfert budgétaire à bénéfice réel marginal et profondément inégalitaire. L'expérience malgache 2020-2025 constitue ainsi un avertissement clair pour les futures politiques salariales dans les pays à faible revenu.

## REFERENCES

- [1] Razafindrakoto Mireille, R. F.-M., n°201, .. W., 2024, & 56-73), p. (s.d.). Pauvreté et vulnérabilité à Antananarivo : évolution 2019-2024 et canaux de transmission des hausses salariales.
- [2] INSTAT. (2025). Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM) 2024-2025 Région Analamanga : Évolution des loyers et taux d'effort logement; préliminaire.
- [3] INSTAT. (2025). Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM) 2024-2025. (Préliminaire, Éd.) Région Analamanga.
- [4] MEF. (2023, 2024, 2025). Loi de Finances Initiale 2023, Loi de Finances Rectificative 2024 et Loi de Finances 2025. (46).
- [5] MFPTLS. (2023). Rapport sur l'évolution du SMAG et comparaisons régionales 2023.
- [6] Ministère de l'Aménagement du Territoire, d. l. (2025). Observatoire du logement à Antananarivo Agglomération – Rapport annuel 2024.
- [7] mondiale, B. (2025). Africa Pulse Report Wage Policies and Inequality in Sub-Saharan Africa (éd. 1, Vol. 27).

- [8] OIT. ( 2022). Global Wage Report 2022-23 : The impact of inflation and COVID-19 on wages and purchasing power (éd. 1).
- [9] OIT. (2005, Avril). Minimum wage database – Indian Ocean Region update.
- [10] OIT. (2023). Rapport sur les salaires dans le monde 2022-2023 et focus Afrique subsaharienne : Effets des hausses rapides du salaire minimum en contexte inflationniste (éd. 1).
- [11] Publique, M. d. (2024). Recensement général des agents de l'État au 31 décembre 2024 (éd. 1).
- [12] Razafindrakoto Mireille, R. F.-M. (2024). Pauvreté et vulnérabilité à Antananarivo : évolution 2019-2024 et canaux de transmission des hausses salariales. Working Paper Afrobarometer.
- [13] Vololona, R. (2024). Hausses du salaire minimum et capture par les prix : leçons du Rwanda et de l'Éthiopie (2019-2024). Cahiers du CEREM.